http://levenissian.fr/Pour-la-defense-du-logement-social

# Pour la défense du logement social !

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : jeudi 12 octobre 2017

**Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés**

**Les associations de locataires présentes à Vénissieux organisent un rassemblement avec le soutien du collectif national vivelapl, de plusieurs bailleurs sociaux, des syndicats de salariés, de la ville de Vénissieux.**

**Les communistes vous appellent à y participer nombreux, bien au-dela des Vénissians, pour en faire un moment fort de mobilisation dans la métropole lyonnaise !**

# SAMEDI 14 OCTOBRE à 11h
# Parvis de la médiathèque de Vénissieux
# Avenue Marcel Houel, face à la mairie

- L'appel à la manifestation de la CNL
- L'appel à la manifestation du collectif vivelapl
- L'appel de pierre-alain Millet, adjoint au logement de Vénissieux
- Le voeu délibéré le 9 octobre au conseil municipal de Vénissieux
- La déclaration des élus communistes et républicains au congrès HLM

# Pour défendre le logement social : « Avec la CNL, j'aime les HLM » !

Appel à la journée de manifestation du 14 octobre de la CNL :

Dès l'annonce de la baisse de cinq euros par mois des aides personnelles au logement, l'ensemble des acteurs du monde du logement s'empressait de réagir, la CNL en tête. Nous mettions alors en place une pétition contre cette mesure injuste et proposions aux locataires d'inonder la boite aux lettres de l'Elysée avec nos billets revendicatifs de cinq euros. Nous exprimions également notre colère, aussi bien dans la rue lors des manifestations du 31 août et du 12 septembre, que lors de nos entretiens avec Julien Denormandie.

Nous savons maintenant que ce que manigançait le Gouvernement était en réalité bien pire. En concentrant l'attention de l'opinion publique sur cette baisse de cinq euros, le ministre du Logement avait tout le loisir de préparer sereinement la réorganisation en profondeur du logement social : faire du modèle HLM un modèle résiduel, c'est-à-dire réservé aux plus pauvres. Il s'agit pour le Gouvernement de pousser les locataires les moins pauvres vers le parc privé, mettant ainsi fin à la mixité sociale tellement chère à notre pays.

Les HLM sont les gardiens du modèle de vivre ensemble français dans lequel différentes classes sociales peuvent vivre ensemble au quotidien. La CNL dit non à la ghettoïsation de nos quartiers.

Face à cette politique injuste dans laquelle aucun effort n'est demandé au secteur privé, dans laquelle le désengagement de l'Etat est acté et dans laquelle les locataires seront, comme toujours, les premières victimes, la

Copyright © Le Vénissian

CNL lance une campagne nationale de mobilisation sous le cri de ralliement « Avec la CNL, j'aime les HLM ».

Contrairement au Gouvernement, qui souhaite opposer les gens entre eux, la CNL invite tous les locataires, du privé comme du social, à se rassembler pour lutter, ensemble, contre la destruction du modèle HLM.

Nous appelons tous les locataires à rejoindre les cortèges CNL qui participeront, partout en France, à la manifestation unitaire, samedi 14 octobre.

Le Gouvernement aurait-il oublié que le logement, avant d'être un marché, est un droit ?

# Pas d'économie sur le dos des locataires !

Appel à la journée de manifestation du 14 Octobre du collectif vivelapl : Le 14 Octobre, on manifeste !
Halte au feu ! Le gouvernement s'en prend aux allocations logement, ces aides personnelles au logement (APL) qui aident les ménages modestes à payer leur loyer, dans le parc privé ou dans le parc social. L'enjeu est énorme : 18 milliards d'euros. Toute atteinte à ces allocations a des conséquences sociales graves et immédiates.
A partir du 1er octobre 2017, ces aides indispensables baissent de 5Euros par mois et par ménage. C'est une coupe de 400 millions d'euros par an sur le dos des locataires, au lieu d'encadrer les loyers, de prévenir réellement les expulsions, ou de lutter contre les inégalités.
En 2018, malgré les protestations unanimes, l'exécutif veut faire bien pire : baisser d'environ 50 Euros par mois les APL des locataires du parc social, en imposant aux bailleurs HLM de le répercuter sur les loyers. Cette ponction inédite de 1,4 milliard d'euros chaque année sur le budget des HLM va réduire l'entretien et l'isolation thermique des HLM, la réalisation de nouveaux logements sociaux à bas loyers... C'est le modèle économique du logement social qui est menacé, avec des conséquences graves pour tous les locataires et les mal-logés.
En 2019, le ministère annonce une coupe supplémentaire d'un milliard d'euros.
Où s'arrêteront-ils ?
Nous, citoyen-nes, locataires, associations de solidarité, de défense des mal-logé-es, des locataires, des consommateurs, syndicats, demandons au gouvernement de revenir sur ces amputations brutales et injustes, réalisées aux dépens des locataires et des plus modestes.
Vive l'APL !

# Pour le retrait du projet logement du gouvernement !

Déclaration de Pierre-Alain Millet, adjoint au logement de la ville de Vénissieux, 28 septembre

- Le gouvernement réduit les APL de 50Euros par mois ce qui lui permet d'économiser 1,7 milliards en 2018, et la baisse atteindrait 3 milliards en 2019
- Il impose aux seuls bailleurs sociaux de réduire les loyers du même montant. Le montant à payer par locataire ne change pas, mais les bailleurs perdent cette recette ce qui les obligera à réduire leurs dépenses.
- Il veut forcer les locataires anciens dont les revenus se sont améliorés ou qui se retrouvent en sous-occupation à quitter le logement social.
- Il veut vendre 40 000 logements sociaux par ans, et comme il sait bien que les locataires ne peuvent acheter, demande à la caisse des dépôts un dispositif de portage au bénéfice du privé,

Ce projet du gouvernement est autoritaire, politicien, injuste, inéquitable, inacceptable. Il est inefficace s'il s'agit de

Copyright © Le Vénissian

développer le logement social. Il est révoltant et scandaleux s'il s'agit bien en fait d'organiser sa casse au profit d'opérateurs privés !

- Autoritaire, quand le gouvernement veut imposer en quelques semaines la remise en cause de décennies de travail partenarial du logement social,
- Politicien, quand ce gouvernement multiplie les annonces médiatiques partielles sans jamais mettre un vrai projet de loi sur la table,
- Mensonger, quand le gouvernement insiste sur les 40 millions de dépenses budgétaires pour le logement sans jamais évoquer les 67 milliards de recettes de l'activité économique générée par le logement
- Scandaleux, quand le gouvernement exige que les bailleurs sociaux paient les 1,7 milliards de réduction du budget logement de l'état, en faisant croire que les locataires ne seraient pas touchés, alors que cette perte de recettes réduirait d'autant les dépenses de proximité, d'entretien, ou leur capacité de financement de leurs investissements,
- Inéquitable, quand le gouvernement veut imposer des baisses de loyer pour les logements avec locataires bénéficiaires de l'APL, divisant ainsi les locataires entre eux, les autres locataires n'étant pas concernés,
- Injuste, quand le gouvernement impose des contraintes au logement social, mais pas au logement privé !
- Indigne, quand le gouvernement met délibérément des dizaines de bailleurs sociaux publics dans le rouge, et que les grands acteurs privés se frottent les mains devant les opportunités de rachat d'offices en difficultés.
- Inacceptable, quand le gouvernement veut pousser les anciens locataires à la "mobilité", euphémisme reprenant en fait l'expression d'un ancien premier ministre leur reprochant de "bénéficier d'une rente de situation". Cette "mobilité" imposée confirme que pour ce gouvernement, le logement n'est pas un droit !
- Révoltant, quand le gouvernement annonce vouloir vendre 40 000 logements sociaux par an, et sachant qu'il est impossible qu'autant de locataires puissent acheter, demande à la caisse des dépots de servir de porteur pour que le privé s'en empare.

Résumons : le gouvernement veut forcer les seuls bailleurs sociaux à payer la réduction du budget logement de l'état. Il remet en cause l'équilibre historique du logement social, financé par le livret A, endetté à long terme et à faible taux sous le contrôle de la caisse des dépôts, apportant un loyer très inférieur au marché, et assurant ainsi le droit au logement pour un Français sur dix.

Les locataires ne gagnent rien en loyer, ils paieront tous la même quittance, mais les bailleurs devront réduire fortement les moyens de proximité, l'entretien et la maintenance, et reporter des investissements de réhabilitations ou de constructions.

Le logement social sera fortement affaibli, au moment même où les besoins ne cessent de croitre, ou l'urgence du mal logement fragilise des milliers de familles, ou les files d'attente s'allongent partout !

# Appel solennel au président de la république !

Le voeu délibéré au conseil municipal de Vénissieux

# La stratégie logement de Macron L'INSECURITE SOCIALE GENERALISEE

Communiqué des élus communistes au congrès de l'ANECR, 28 septembre 2017

Jacques Mézard, ministre de la « Cohésion des territoires », a provoqué un tollé mardi au congrès en venant défendre la « stratégie logement » du président Macron, réaffirmant la baisse les APL dans le parc HLM.

Il a même fait l'affront aux organismes HLM de les inviter à formuler eux-mêmes des propositions pour atteindre l'objectif d'1,4 Md Euros d'économies.

Ce mépris doit cesser !

Avant même les moyens proposés, c'est l'objectif de ce gouvernement que nous rejetons.

Au lieu de s'atteler à fournir à tous les français un logement décent, la seule visée du président est de faire baisser les budgets, quoi qu'il en coûte socialement.

Et il va en coûter, c'est sûr.

Pour les allocataires d'APL, mis en difficulté. ; pour les organismes HLM, qui seront asphyxiés financièrement ; et finalement tous les locataires et demandeurs de logement, qui n'auront plus, à brève échéance, que le privé vers qui se tourner pour se loger

Macron veut achever le travail entamé par Sarkozy et il frappe fort : attaque des APL, du maintien dans les lieux, de la loi SRU, de l'aide à la pierre, de la fiscalité spécifique : c'est bien d'une mort programmée du logement social qu'il s'agit.

L'heure est grave, aussi nous appelons à se rassembler tous les acteurs et militants du droit au logement, soutenons les initiatives existantes comme "Vive l'APL" et invitons tous les élus locaux à nous rejoindre pour s'opposer à cette attaque en règle du logement social.

Nous prendrons toutes les initiatives nécessaires et continuerons à exiger :

- La création d'un Service Public du logement
- La mise en place d'un Pôle public financier
- La création d'une Agence foncière nationale décentralisée

Copyright © Le Vénissian